

Pompignan et sa région

- **ACTU**
- **PRATIQUE**
- **SPORTS**
- **LOISIRS**
- **« Tarn-et-Garonne**

Publié le 31/01/2010 09:32 - Modifié le 31/01/2010 à 09:37 | LaDepeche.fr

Pompignan. Manif contre la LGV



Ils étaient un bon demi-millier à manifester hier matin, à Pompignan, contre les futurs tracés d'implantation de la Ligne à Grande Vitesse (LGV). Tracés présentés aux élus ces temps derniers par Réseau Ferré de France (RFF) et qui ont engendré ce véritable front du refus qui s'étale désormais sur de multiples communes. Sylvia Pinel, députée de Tarn-et-Garonne, Didier Cujives, représentant le président du conseil régional, Martin Malvy, et le maire de Pompignan, Alain Belloc, ont pris la tête de ce cortège qui a arpenté la D 820 sur plusieurs kilomètres et qui, tout au long de sa marche, a scandé des slogans dénonçant les « sacrifices des villages du patrimoine ». Un autre rendez-vous du même type a été donné à toutes les personnes présentes hier matin à Pompignan : il aura lieu le 12 février devant le siège de RFF à Toulouse à partir de 12 heures.

" Inquiétudes légitimes " pour la députée Sylvia Pinel

Sylvia Pinel, députée de Tarn-et-Garonne participait à la manifestation: « Quand nous avons un fuseau proposé par RFF qui est large de près d'un kilomètre, il est légitime de réagir de cette façon. Ce fuseau touche de très, très nombreuses habitations, il plonge le doute quotidiennement au sein de la population, sans parler de nombreuses activités économiques qui seront également pénalisées. Les élus que nous sommes, je rappelle tout de même que je suis la députée de la circonscription

qui est traversée dans sa totalité par ce projet de LGV, nous éprouvons des inquiétudes qui sont parfaitement légitimes mais nous devons, élus et associations de défense, travailler ensemble pour obtenir une concertation supplémentaire et un fuseau qui pourrait permettre au plus grand nombre de trouver un consensus. » En ce qui concerne le calendrier de ce dossier, l'élue tarn-et-garonnaise apportait ces précisions : « Le comité de pilotage du 11 janvier a décidé de surseoir à prendre une décision pour nous donner jusqu'en mai. Ceci pour étudier de nouvelles possibilités qui n'auraient pas été envisagées jusque-là et, aussi, pour tenter de trouver des solutions techniques qui puissent permettre à la population de ne pas être sacrifiée. Le fil conducteur de ce dossier doit tourner autour de la concertation. C'est vraiment indispensable. »